

## **Travaux du Conseil de gouvernement du jeudi 10 janvier 2013**

Le Conseil de gouvernement a adopté jeudi la proposition du conseil national des technologies de l'information et de l'économie numérique (CNTI) portant sur la formation d'une commission interministérielle, présidée par le chef de gouvernement et chargée de gérer la phase transitoire.

### **Maroc numérique: Adoption d'une proposition sur la formation d'une commission interministérielle chargée de gérer la phase transitoire**

Cette commission sera chargée de gérer la phase transitoire jusqu'à l'élaboration et l'adoption d'un nouveau modèle de gouvernance du plan Maroc numérique, a précisé le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, lors d'un point de presse à l'issue du Conseil.

L'approbation de cette proposition intervient suite à un exposé présenté par le ministre de l'Industrie, du commerce et des nouvelles technologies sur la 3<sup>e</sup> Réunion du CNTI, qui constituait une occasion pour l'évaluation du bilan de la stratégie du Maroc numérique, a-t-il ajouté.

Selon M. Khalfi, cette stratégie a permis aux citoyens l'accès à Internet par le biais des programmes "Génie", Nafida"" et "Injaz" et aux divers services électroniques et le développement de l'appui à la production des petites et moyennes entreprises (PME) et de l'industrie des technologies de l'information.

Elle a également contribué à la consolidation de la confiance numérique, le développement du contenu numérique et la promotion de l'open data.

### **Adoption de la convention internationale sur les congés annuels payés**

Le conseil de gouvernement a adopté, jeudi, un projet de loi portant approbation de la convention internationale N 132 concernant les congés annuels payés, adoptée par la conférence générale de l'Organisation internationale du travail (OIT) lors de sa 54<sup>ème</sup> session tenue le 24 juin 1970 à Genève.

Cette convention s'applique à toutes les personnes employées, à l'exclusion des gens de mer et d'autres catégories limitées de personnes employées lorsque cette application soulèverait des problèmes particuliers d'exécution ou de contradiction avec les dispositions législatives et constitutionnelles en vigueur, a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, lors d'un point de presse à l'issue du conseil de gouvernement.

Selon cette convention, toute personne à laquelle la convention s'applique aura droit à un congé annuel payé d'une durée minimum déterminée par les autorités compétentes de chaque pays qui ratifie la convention, la durée du congé ne devant en aucun cas être inférieure à trois semaines de travail pour une année de service.

Elle stipule que toute personne ayant accompli, au cours d'une année déterminée, une période de service d'une durée inférieure à la période requise pour ouvrir droit à la totalité du congé prescrit, aura droit à un congé payé d'une durée proportionnelle à la période de service accomplie durant ladite année, a expliqué le ministre.

Par ailleurs, le conseil de gouvernement a reporté la discussion du projet de loi sur le littoral présenté, au début de la réunion, par le ministre de l'Energie, des mines, de l'eau et de l'environnement, soulignant qu'il vise à préserver et réhabiliter le littoral, sauvegarder son patrimoine naturel et ses paysages, lutter contre l'érosion et la pollution dans les zones côtières et promouvoir les activités économiques dans ces régions.

### **Des négociations en cours avec de grands constructeurs automobiles pour investir au Maroc (Amara)**

Des négociations sont en cours avec de grands constructeurs automobiles pour investir au Maroc, dont des sociétés asiatiques, a affirmé, jeudi à Rabat, le ministre de l'Industrie, du commerce et des nouvelles technologies, Abdelkader Amara.

Les négociations avec de grandes firmes de construction automobiles sont à leur premier stade, alors qu'elles sont bien avancées avec d'autres sociétés, a précisé M. Amara dans une déclaration à la MAP en marge de la réunion du Conseil de gouvernement, mettant en avant la bonne position qu'occupe actuellement le Maroc dans le domaine de l'industrie automobile.

Le ministre a également fait savoir que le constructeur automobile japonais "Nissan" a annoncé son intention d'investir au Maroc, devenu plate-forme prometteuse de l'industrie automobile, relevant que le ministère "a pris les mesures nécessaires pour assurer la réalisation prochaine de cet investissement".